

Comité permanent des finances (FINA)

Consultations prébudgétaires 2012

Nikita Gordyn

Réponses

1. Reprise économique et croissance

Compte tenu du climat d'austérité budgétaire actuel au sein du gouvernement fédéral et dans le monde, quelles mesures fédérales particulières estimez-vous nécessaires pour assurer la reprise économique et une plus forte croissance économique au Canada?

À titre de fournisseurs de soins de santé, nous croyons qu'il est important de reconnaître le rôle de leadership des gouvernements et des collectivités qui travaillent ensemble pour favoriser la croissance économique et la productivité. Le leadership gouvernemental est essentiel pour maintenir et renforcer les avantages du Canada comme destination de choix pour les immigrants et les investisseurs. En effet, nous avons un système de santé à financement public et un niveau de vie élevé grâce à notre fédéralisme coopératif, dans lequel les disparités en matière de ressources sont minimisées grâce à un financement qui permet de réaliser des objectifs sociaux et d'assurer la mise en place et l'entretien des infrastructures. Comme contribuables, nous comprenons qu'il n'y a qu'une seule source de recettes, pour les coffres tant fédéraux que provinciaux-territoriaux. Même si la prestation des services peut et doit rester au niveau provincial, le seul moyen pratique pour nous de maintenir l'équité partout dans le pays est d'avoir un fort leadership fédéral, de concentrer notre attention sur les pratiques de santé prometteuses, la promotion de la santé et le développement des collectivités et des entreprises et d'imposer des normes minimales de conformité à la Loi canadienne sur la santé. C'est l'élément central qui maintient notre compétitivité et qui protège les Canadiens contre les troubles économiques mondiaux.

2. Création d'emplois

Les entreprises canadiennes étant aux prises avec les pressions qu'exercent sur elles des facteurs comme l'incertitude relative à la reprise économique aux États-Unis, à la crise de la dette souveraine en Europe et à la concurrence livrée par un certain nombre de pays développés et en développement, quelles mesures particulières devraient, selon vous, être prises pour promouvoir la création d'emplois au Canada, notamment celle qui est attribuable à l'accroissement du commerce intérieur et international?

Face à l'incertitude qui menace la vigueur de l'économie canadienne, les Canadiens comptent de plus en plus sur le leadership du gouvernement fédéral pour retrouver la stabilité. Au Canada, c'est souvent des pénuries de main-d'œuvre hautement spécialisée qui limitent le potentiel de croissance économique. Les experts prédisent une intensification de ces pénuries dans de nombreux secteurs de l'économie, en sus des pénuries qui existent déjà. La génération actuelle de travailleurs s'apprête à partir à la retraite et s'inquiète de plus en plus de la nécessité de donner des soins à des membres âgés de la famille qui ne bénéficient pas d'un soutien suffisant. Les ressources humaines en santé représentent environ 10 % de notre population active actuelle, qui comprend un nombre croissant de fournisseurs de services de santé hautement productifs. De ce fait, les ressources humaines en santé constituent un élément vital d'une saine économie canadienne. Nous recommandons de moderniser la prestation des soins médicaux et communautaires en faisant des investissements ciblés dans les soins à domicile et les soins de longue durée. Cela encouragera les travailleurs hautement compétents du secteur à y rester et libérera des membres de la famille de certaines tâches complexes, ce qui leur permettra de continuer à contribuer efficacement à l'économie. De plus, des investissements dans l'enseignement supérieur et la formation des jeunes sont essentiels pour soutenir la croissance économique. Le gouvernement a pris

d'importantes mesures dans les budgets récents pour appuyer la formation technique, mais il faut en faire davantage. De jeunes vies sont perdues aussi bien au sens propre qu'au sens figuré parce que les jeunes ne reçoivent pas une formation adaptée aux conditions actuelles du marché du travail. En s'occupant de façon prioritaire de l'éducation de segments vulnérables de la société, comme les jeunes autochtones et les jeunes qui vivent dans la pauvreté, on atténuera les pressions qui s'exercent sur les soutiens sociaux tout en créant une main-d'œuvre canadienne durable capable de répondre aux exigences d'une économie en croissance, malgré les pénuries de main-d'œuvre. Des investissements ciblés dans les soins à domicile et les soins de longue durée nous permettront de garder nos travailleurs hautement qualifiés, tandis que le financement de la formation des travailleurs spécialisés contribuera très sensiblement au règlement du problème critique des pénuries de main-d'œuvre.

3. Changement démographique

Quelles mesures spécifiques le gouvernement fédéral devrait-il prendre, selon vous, pour aider le pays à faire face aux conséquences du vieillissement de la population canadienne et des pénuries de main-d'œuvre?

Bien que notre population vieillisse par rapport à ce qu'elle était il y a un demi-siècle – phénomène essentiellement attribuable à la baisse des taux de naissance –, la plupart des Canadiens âgés sont en excellente santé et continuent à soutenir la productivité économique et la solidarité sociale. Le fardeau de la maladie ne se limite pas aux aînés, mais ce sera de plus en plus le cas si nous ne faisons pas des efforts sérieux pour nous attaquer aux facteurs qui rendent les gens vulnérables à des maladies chroniques évitables, en faisant une promotion constante des modes de vie sains et d'un contrôle rigoureux de la qualité des aliments et des médicaments. Ce sont là des domaines qui ont toujours relevé de la compétence fédérale. Pays d'immigration, le Canada continuera à dépendre de l'immigration tant pour régler ses persistantes pénuries de main-d'œuvre que pour équilibrer le profil de sa population. Des travailleurs saisonniers peuvent nous permettre de répondre aux besoins les plus immédiats, mais nous pouvons faire beaucoup mieux aussi bien pour la population existante que pour les nouveaux venus en adoptant une stratégie globale d'immigration qui reconnaisse le besoin d'un programme d'établissement mieux conçu, comprenant des mesures ciblées de perfectionnement et de mise à niveau des connaissances, afin de permettre aux immigrants de travailler plus efficacement pour leurs employeurs canadiens. Une fois que nous aurons investi ce qu'il faut pour assurer une intégration harmonieuse de nouveaux venus dans notre économie, nous devons poursuivre nos efforts pour les intégrer dans nos collectivités avec les droits et les responsabilités que nous avons tous. Si les emplois disponibles ne correspondent pas aux compétences de ceux qui cherchent du travail, c'est en grande partie à cause de l'écart qui existe entre les compétences nécessaires dans une économie moderne et les compétences des travailleurs qui sont mis à pied. Un gouvernement tourné vers l'avenir devrait donner l'exemple en concentrant ses efforts sur une éducation avancée pour tous et sur l'éducation permanente pour les travailleurs dont les compétences deviennent désuètes.

4. Productivité

Compte tenu des difficultés que connaît le marché de l'emploi du fait, notamment, du vieillissement de la population et des efforts toujours consacrés aux mesures visant à accroître la compétitivité du pays, quelles initiatives fédérales particulières sont-elles nécessaires pour le renforcement de la productivité au Canada?

Le système de santé à financement public du Canada profiterait considérablement du leadership fédéral dans le domaine de la productivité et de l'efficacité. Cela implique d'élargir le champ d'activité des fournisseurs de soins de santé pour que chacun puisse donner son plein potentiel. Il faut par exemple recourir aux infirmières praticiennes pour dispenser des soins primaires, permettre aux pharmaciens de conseiller les gens sur leur santé et utiliser des modèles pluridisciplinaires. Bien que les différentes provinces aient abordé ces questions de différentes manières, le leadership fédéral dans le cadre d'une

initiative visant à élargir le champ d'activité des professionnels de la santé permettrait un échange de ces idées entre les provinces. Le dernier accord sur la santé a mis en évidence le leadership fédéral en définissant des priorités que les provinces et les territoires devaient respecter dans un effort commun. Cela a abouti à une initiative concernant les temps d'attente qui a eu d'énormes avantages pour tous. En Ontario, la stratégie des temps d'attente a entraîné des améliorations sensibles grâce à l'utilisation de la théorie des files d'attente pour certaines interventions. Parmi les autres mesures d'amélioration du rendement, il y a lieu de noter le soutien de l'innovation dans le système de santé à financement public, comme en témoignent les modèles de soins partagés qui permettent aux spécialistes et aux omnipraticiens de communiquer entre eux pour maximiser les efforts de chacun, comme cela a été fait à Hamilton. Même si ces innovations se produisent à l'échelon local, le leadership fédéral est important aussi bien pour appuyer de telles initiatives que pour en communiquer les résultats aux provinces et aux territoires dans un effort concerté destiné à augmenter la productivité.

5. Autres défis

On sait que des particuliers, des entreprises et des communautés éprouvent des difficultés actuellement au Canada. Quels sont, selon vous, ceux qui éprouvent le plus de difficultés, quelles sont ces difficultés et quelles mesures fédérales sont-elles nécessaires pour remédier à ces difficultés?

Les groupes qui ont le plus de difficultés sont les pauvres et ceux qui ont des possibilités limitées d'éducation et d'emploi. Les politiques gouvernementales ont creusé les écarts d'équité qui existent dans la société canadienne. Il est essentiel de remédier à ces écarts, qui engendrent des problèmes de santé physique et mentale, de l'aliénation et de la violence. Nous avons besoin à cette fin d'une stratégie nationale de réduction de la pauvreté qui soit intégrée et bien conçue. Cette stratégie devrait comprendre notamment les éléments suivants (à noter que certaines des solutions proposées seront avantageuses non seulement pour la réduction de la pauvreté, mais aussi pour la création d'emplois) :

- Un programme national de logement subventionné visant à améliorer, sinon à éliminer, les problèmes de l'itinérance et des logements d'une qualité insuffisante. Ces problèmes ont d'énormes effets sur les disparités en santé, qui sont extrêmement importantes parmi les différents groupes de revenu.
- Des transferts suffisants aux provinces pour qu'elles puissent aider adéquatement les assistés sociaux, les personnes handicapées et ceux qui ont besoin de l'aide sociale. Un soutien suffisant du revenu pourrait beaucoup contribuer à la réduction des écarts croissants de revenu qu'on trouve dans la société canadienne.
- Annulation de la décision du gouvernement fédéral de réduire le financement des soins de santé et de renoncer à son rôle dans l'imposition de normes uniformes élevées en matière de soins partout au Canada. Dans le domaine de la santé, l'innovation a apporté d'énormes avantages, qui devraient se maintenir. Lier la croissance des dépenses de santé à celle du PIB est tout aussi sensé que de lier la croissance de l'informatique à celle du PIB. Les investissements devraient être fonction des rendements obtenus. La santé est un déterminant clé du bien-être et, même si les déterminants sociaux de la santé sont extrêmement importants, une prestation équitable des soins est également essentielle. Si le gouvernement fédéral renonce à son rôle dans le domaine de soins de santé, les inégalités sociales s'aggraveront au Canada. À l'heure actuelle, il y a déjà d'énormes disparités dans l'accès aux médicaments avec ou sans ordonnance. Il est parfaitement établi qu'un programme national d'assurance-médicaments serait non seulement plus équitable, mais aussi plus économique.